



MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLU DE SAINT-MAURICE

AUTO-ÉVALUATION DES EFFETS POTENTIELS DE LA PROCÉDURE SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Rappel de la procédure envisagée

La modification simplifiée du PLU envisagée vise à mettre à jour la liste des emplacements réservés, en en supprimant dix et en en créant deux nouveaux.

Le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Maurice compte 20 emplacements réservés, institués au bénéfice de la commune, essentiellement pour des projets de voirie, de stationnement ou de cheminements. Sept d'entre eux (ER n° 5, 8, 15, 18, 19, 20 et 24) ont été mis en place en vue de projets qui ne sont plus aujourd'hui d'actualité, soit parce que les besoins auxquels ils devaient répondre n'existent plus, soit parce que leur réalisation a été jugée trop coûteuse ou trop complexe par la municipalité. Pour trois autres emplacements réservés (ER n° 9, 16 et 17), les parcelles concernées ont déjà été acquises par la commune, et les projets envisagés qui justifiaient ces emplacements ont, pour certains, d'ores et déjà été réalisés. L'ensemble de ces emplacements réservés peut donc être supprimé.

Parallèlement, le besoin se fait sentir d'étendre les capacités de stationnements publics dans le hameau de Lissac, où la densité d'habitat et l'étroitesse des voiries génère des problèmes de stationnement récurrents. Deux tenements fonciers privés, situés chacun à une entrée du hameau en contiguïté de parkings publics existants, ont été identifiés par la commune et permettraient de réaliser, au total, environ 25 places supplémentaires. Il est donc décidé de mettre en place deux nouveaux emplacements réservés sur ces parcelles (ER n°25 et 26) afin de permettre ces aménagements.

Les documents modifiés par la procédure sont donc : la liste des emplacements réservés annexée au PLU, le plan de zonage où sont localisés les emplacements réservés, ainsi que le rapport de présentation qui liste, page 61, les emplacements réservés en les regroupant par vocation.

2. Évaluation des incidences

En préambule, il convient de souligner que, de par sa nature, la modification du PLU envisagée n'aura que très peu d'incidences sur l'environnement.

Concernant les dix emplacements réservés supprimés, il s'agit soit de projets abandonnés, soit de projets déjà réalisés ; la suppression de ces emplacements réservés n'aura donc aucun impact négatif sur le milieu environnant puisque aucun nouveau projet n'est prévu sur ces dix sites. Nous nous attacherons toutefois à démontrer dans quelle mesure l'abandon de certains

de ces projets sera susceptible d'avoir, au contraire, une incidence positive sur l'environnement.

L'étude des incidences potentielles des deux nouveaux emplacements réservés envisagés, dédiés à des poches de stationnement, sera ici présentée plus en détail. Il est à noter toutefois que les deux sites concernés sont en zone UD au PLU, zonage qui permet la réalisation de tels aménagements, avec ou sans emplacements réservés. La procédure envisagée ne vise en somme qu'à prémunir la municipalité contre un projet privé sur ces terrains, telle la construction de maisons individuelles, qui viendrait obérer la réalisation des stationnements publics tout en présentant des incidences environnementales certainement plus marquées.

2.1. Susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Aucun des secteurs concernés par la modification n'est situé dans un site Natura 2000.

Les poches de stationnement envisagées sur les emplacements réservés à créer sont à plus de 900 mètres, au point le plus proche (et majoritairement à plus d'un kilomètre), des deux zones Natura 2000 recensées sur la commune. Elles ne se situent pas non plus à proximité d'une zone Natura 2000 qui serait présente sur une commune limitrophe.

2.2. Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

La très grande majorité des emplacements réservés concernés par la procédure, qu'ils soient à créer ou à supprimer, se trouvent à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. Ils ne sont situés ni au sein d'une ZNIEFF, ni dans l'emprise de la trame verte et bleue identifiée au SRADDET, même si l'un des deux stationnements à créer à Lissac est à proximité immédiate d'un corridor thermophile en pas japonais (moins de 30 mètres).

Seuls deux emplacements réservés, dont la suppression est prévue par la procédure envisagée, font exception, étant situés à l'écart de la zone urbanisée et directement concernés par des éléments de la Trame Verte et Bleue :

- l'emplacement réservé n°5 (parcelle ZC 179) est situé dans un corridor thermophile en pas japonais ;
- l'emplacement réservé n°19 (parcelle ZD 83) est situé dans un corridor thermophile en pas japonais et dans un espace perméable lié aux milieux terrestres.

Ces deux emplacements réservés prévoyaient l'aménagement et l'élargissement de carrefours. L'abandon de ces projets ira dans le sens d'un meilleur respect des milieux naturels et de la biodiversité, d'autant plus que les parcelles concernées sont classées en zones Naturelle, donc inconstructible, au PLU de la commune (il est prévu que ce zonage perdure au futur PLUI). La suppression des emplacements réservés ne permettra donc pas, sur ces sites, la réalisation d'autres projets privés, potentiellement impactants pour l'environnement.

2.3. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers passe par la lutte contre l'étalement urbain et donc, en contrepartie, par le réinvestissement des centres bourgs et des cœurs de hameau pour maintenir ou accueillir la population dans les communes. Des potentialités de renouvellement urbain et de réhabilitation du bâti vacant existent dans les centralités, mais sont souvent confrontées à de multiples contraintes qui en limitent la portée. Parmi celles-ci, figurent les difficultés d'accès automobile et de stationnement au sein des centres anciens. En prévoyant la réalisation de poches de stationnement public mutualisées, situées à l'entrée du hameau de Lissac, les deux emplacements réservés nouvellement créés par la procédure envisagée vont donc parfaitement dans le sens de la reconstruction de la ville sur la ville et donc de la limitation de l'urbanisation des terres agricoles et des espaces naturels.

S'agissant des emplacements réservés qui seront supprimés, aucun d'entre eux ne prévoyait

de projet susceptible de limiter l'étalement urbain. Leur suppression n'est donc pas de nature à induire une plus grande consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Au contraire, l'abandon de plusieurs de ces projets, notamment celui concernant la création d'une voie de désenclavement de terrains non constructibles, découle directement de cette volonté d'aller dans le sens du Zéro Artificialisation Nette.

2.4. Incidences sur l'eau potable

Ni les dix emplacements réservés supprimés, ni les deux qui seront nouvellement créés par la procédure ne concernent des projets de construction. Il s'agit en totalité de projets d'aménagements, de voirie ou d'espaces publics. Aucune de ces réalisations, prévue ou abandonnée, n'engendre de consommation d'eau potable.

Cette thématique est donc sans objet pour la procédure qui nous concerne.

2.5. Incidences sur la gestion des eaux pluviales

La réalisation des aires de stationnement prévues par les emplacements réservés nouvellement créés aura une incidence sur la gestion des eaux pluviales, les deux sites concernés étant actuellement enherbés. Les aménagements projetés iront donc dans le sens d'une plus grande imperméabilisation des sols. Cet impact sera toutefois modéré par plusieurs facteurs :

- les surfaces concernées sont relativement réduites (respectivement 250 et 350 m²), et les ruissellements induits seront très facilement absorbables par les réseaux d'eau pluviale présents dans cette zone urbanisée ;
- la volonté de la municipalité est de privilégier des revêtements stabilisés, donc très partiellement imperméables, à l'instar de ce qui a été réalisé sur le parking public de la parcelle AC 837 (adjacent à l'ER 26 envisagé) ;
- les deux sites considérés sont situés en zone constructible. L'institution d'emplacements réservés interdira par conséquent la construction sur ces parcelles de bâtiments ou de constructions qui imperméabiliseraient totalement les sols.

Plusieurs des emplacements réservés supprimés prévoyaient pour leur part un accroissement de l'imperméabilisation des sols, en élargissant des voiries asphaltées notamment. Leur suppression ira donc dans le sens d'une meilleure gestion des eaux pluviales.

2.6. Incidences sur l'assainissement

De même que pour l'eau potable, les projets abandonnés ou nouvellement prévus par le biais de la procédure envisagée, ne concernant que des aménagements et aucunement des constructions, n'auront aucune incidence en termes d'assainissement.

2.7. Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti

De par leur taille modérée et leur insertion dans le tissu bâti existant, en dent creuse, les deux aires de stationnements prévues n'auront qu'un impact limité sur le paysage. Aucune démolition n'est prévue pour leur réalisation, et elles ne sont pas non plus situées à proximité de bâtiments remarquables. A noter qu'aucun Monument Historique ni périmètre de protection n'existe sur la commune.

La suppression des emplacements réservés liés aux projets abandonnés, notamment ceux concernant des réaménagements de carrefour ou d'élargissement de voirie, iront dans le sens d'une moindre artificialisation et donc d'un meilleur respect des paysages et du patrimoine.

2.8. Sites et sols pollués - déchets

Deux sites référencés sur la Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Services sont recensés sur la commune de Saint-Maurice. Il s'agit de deux anciennes décharges communales :

- L'ancienne décharge communale de la Guelle, située au Nord-Ouest du bourg (n° de site : SSP3791763 – Fiche BASIAS détaillée AUV6301237), où étaient collectés et stockés des déchets non dangereux, dont les ordures ménagères et des déchets inertes. Ce site n'est plus en activité depuis le 1^{er} janvier 1980.
- L'ancienne décharge dite « de Lissac » (n° de site : SSP3792071 – Fiche BASIAS détaillée AUV6301636), mais en fait située chemin du Puy Redon, à l'est du bourg. Cette décharge se situe dans une ancienne carrière et est fermée depuis le 17 mai 1999. Elle a depuis fait l'objet d'un réaménagement. La fiche Basias indique que plus aucun déchet non autorisé n'est visible, selon des observations réalisées lors d'une visite de terrain datée du 25 août 2000.

Aucun de ces deux sites ne se trouve sur l'emprise, ou à proximité, des emplacements réservés à créer, la distance minimale entre les sites pollués et les futurs stationnements étant de plus de 600 mètres. Les emplacements réservés à supprimer ne sont pas non plus liés aux sites et sols pollués référencés sur la commune.

Enfin, les projets envisagés ou abandonnés dans le cadre de la présente procédure n'auront aucune incidence, de par leur nature, sur la production de déchets.

2.9. Risques et nuisances

La commune de Saint-Maurice est concernée par plusieurs facteurs de risques :

- Risque inondation : aucun des sites concernés par la modification ne se situe dans les zones inondables identifiées par le PPRI de l'Allier.
- Risques de mouvements de terrain : une large partie du territoire communal est couverte par une présomption d'instabilité faible ou mal connue, selon la carte ZERMOS. Les deux nouveaux emplacements réservés envisagés ne se situent toutefois pas sur cette emprise, ils n'apparaissent donc pas concernés par ce risque.
- Risque ruissellement et coulées de boue : une étude réalisée en 2016 a identifié et quantifié ce risque sur la commune. Si les deux aires de stationnements envisagées dans le cadre des nouveaux emplacements réservés sont situées à proximité immédiate des thalwegs mis en évidence par cette étude, aucun ne se situe dans l'axe d'écoulement des eaux.

Concernant les nuisances sonores, l'abandon de projets d'élargissement de voiries aura pour conséquence de limiter la vitesse de circulation automobile et donc de minimiser cette nuisance. De même, la réalisation de poches de stationnement à l'entrée du hameau de Lissac devrait permettre de limiter la circulation à l'intérieur de la zone bâtie, et donc là encore de réduire l'exposition de la population au bruit.

2.10. Incidences sur l'air, l'énergie et le climat

De la même façon que pour les nuisances sonores, les impacts de la modification envisagée en termes de pollution atmosphérique et de qualité de l'air ne pourront être que positifs. En renonçant à certains aménagements routiers tels que des élargissements de voirie ou des réaménagements de carrefour, en projetant la réalisation de poches de stationnement mutualisées en entrée de zone bâtie, la municipalité vise à limiter à la fois le trafic automobile et la vitesse de circulation routière, ce qui favorisera de moindres émissions polluantes.

Plus indirectement, la nouvelle programmation des aménagements induite par la modification

du PLU s'inscrit dans l'optique d'une réduction de l'étalement urbain : les stationnements en entrée de bourg favoriseront la rénovation urbaine, l'abandon de projets d'aménagement routiers entérine le maintien de secteurs non bâtis en zone inconstructible ainsi que la non-densification de quartiers pavillonnaires situés à l'écart du bourg... L'ensemble de cette politique de développement urbain concourt à limiter les besoins en déplacement, et donc à réduire les consommations énergétiques et les impacts sur l'air et le climat.

La modification envisagée aura donc des incidences positives sur l'air, l'énergie et le climat, répondant en cela aux objectifs du Plan Climat-Air-Énergie Territorial de Mond'Arverne Communauté.

3. Conclusion

Au vu des incidences limitées, nulles, voire positives sur l'environnement énumérées ci-avant, il est permis de conclure que le projet de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Maurice ne nécessite pas de réaliser une évaluation environnementale.